

Plus juste, la France sera plus forte

I) Une situation financière et sociale très dégradée

La situation économique et financière s'est beaucoup dégradée depuis cinq ans, à la faveur de choix clientélistes, et d'a priori dogmatiques.

L'endettement public cumulé approche les 65 % du PIB annuel, soit 7 points de plus qu'à l'été 2002. La charge annuelle de la dette représente le premier poste budgétaire : elle est elle-même gonflée par des taux d'intérêt réels survitaminés.

Le déficit cumulé des comptes de la sécurité sociale s'élève à plus de 50 milliards d'euros sur cinq ans. Le déficit dépasse les dix milliards d'euros par an, alors que nous bénéficions d'un excédent annuel en 1999, 2000 et 2001. Ce déficit concerne trois branches sur quatre de la sécurité sociale. Il atteint au total un cumul de 77 milliards d'euros.

Le déficit extérieur de la France est entré en terrain inexploré, puisqu'il atteint désormais 29,2 milliards en 2006, soit plus de 190 milliards de francs ; il avait déjà dépassé les 23 milliards d'euros en 2005. Nous connaissons un déficit régulier depuis août 2004.

Les pertes d'emplois industriels atteignent 70 000 par an, soit environ 350 000 au cours de la législature qui s'achève. Plusieurs secteurs d'activité industrielle sont sinistrés.

L'héritage est lourd : deux chiffres le résumant. Plus de 40 % des salariés - qui représentent désormais 90 % de la population active - perçoivent moins de **1 400 euros mensuels nets**. **4/5 des embauches** ont été effectuées en 2006 à titre précaire, qu'ils s'agissent de CDD, d'intérim, de CNE, de saisonniers, d'intermittents, de temps partiels imposés.

Il est donc urgent de redresser les pays car il ne saurait y avoir de fatalité comme l'a montré la politique menée de 1997 à 2002, Ségolène Royal propose d'engager la France dans un « cercle vertueux, gagnant-gagnant » pour les salariés, les retraités, les entreprises, l'économie dans son ensemble.

II) Les clés d'une autre logique

- Investissement massif dans l'innovation et la recherche : nous proposons d'augmenter pendant le prochain quinquennat le budget de la recherche et des crédits publics pour l'innovation de 10 % par an (le budget public de recherche-développement a diminué de 1 à 0,8% du PIB entre 2002 et 2005).
- Mise en place d'une politique industrielle capable de préparer l'avenir et de réduire les risques de délocalisations avec la création d'une Agence nationale de réindustrialisation.
- Adopter une loi de programmation pour redonner à nos universités les moyens de l'excellence. En 5 ans, la dépense par étudiant sera portée au même niveau



que la moyenne des pays de l'OCDE. Une meilleure synergie entre recherche et université sera mise en oeuvre.

- Limitation à 17 le nombre d'élèves par classe en CP et en CE1 dans les ZEP et fixer la dotation aux établissements par élève en difficulté à 25 % de plus que la dotation ordinaire.
- Organisation des Etats généraux des enseignants, pour améliorer leurs conditions de travail dans l'école, assurer la pleine reconnaissance de leurs missions et préparer un plan pluriannuel de recrutement des enseignants, de formation et de résorption de l'emploi précaire.

III) Reconnaître et réhabiliter le monde du travail

- Le SMIC sera porté à 1 500 €, le plus tôt possible dans la prochaine législature.
- Afin de tirer vers le haut tous les salaires, une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux sera organisée dès juin 2007. Cette conférence sera annuelle.
- Moduler les aides aux entreprises et les exonérations de cotisations sociales, en fonction de la nature des contrats de travail, et supprimer le CNE pour faire du CDI la règle.
- Développer la négociation collective à tous les niveaux et sur tous les thèmes, notamment sur les questions de la mise en oeuvre de la sécurité sociale professionnelle d'organisation du travail, de conditions de travail, d'aménagement du temps de travail, de pénibilité, de temps partiel subi.
- Créer le droit au premier emploi des jeunes, pour qu'aucun jeune ne reste au chômage au-delà de six mois sans avoir un accès à une formation, un emploi aidé ou un tutorat rémunérés. Ouvrir 500 000 emplois tremplins aux jeunes, en généralisant la mesure prise par les régions de gauche.

IV) Répondre à l'urgence sociale

- Instaurer un revenu de solidarité active (RSA), permettant pour tout bénéficiaire du minima sociaux, l'amélioration d'un tiers de ses ressources dès lors qu'il reprend un travail.
- Augmenter les allocations logement de manière à limiter à 25% le montant des dépenses de logement pour les ménages modestes.
- Augmentation des petites retraites de 5 % dès cette année
- Verser mensuellement le minimum vieillesse.
- Paiement des retraites de la sécurité sociale le 1^{er} jour de chaque mois.
- Revalorisation de 5% des allocations aux personnes en situation de handicap.

**Avec Ségolène Royal, la seule candidate du changement
pour la victoire du Pacte présidentiel**

